

ÉVOLUTION DES GOUVERNANCES DES

CPTS
→ GRAND EST

**DOSSIER**DE PRESSE

Novembre 2025

# Introduction

Depuis 2018, les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) se déploient dans le Grand Est pour renforcer la coordination entre professionnels de santé de ville, établissements et acteurs du médico-social.

Huit ans après les premières validations de projets de santé, leurs gouvernances ont évolué. Elles s'ouvrent à davantage de profils, tout en maintenant un socle médical.

**▶** L'URPS Médecins Libéraux Grand Est a analysé l'ensemble des CPTS régionales afin d'objectiver ces dynamiques.



## Périmètre et méthode

L'analyse réalisée par l'URPS ML Grand Est couvre l'ensemble des CPTS validées depuis 2018.

#### La comparaison porte sur deux temps :

- Lors de leur création (au moment la validation du projet de santé), en compilant les données depuis 2018;
- Au mois de juillet 2025, lors d'un état des lieux



Un focus a été mis sur les CPTS ayant connu au moins un renouvellement de leur Bureau et sur l'évolution des Bureaux à la création des CPTS, année après année. Les indicateurs retenus suivent la taille des Bureaux. la composition par profession, la répartition des responsabilités entre présidence, vice-présidence, trésorerie et secrétariat, ainsi que la parité hommes/femmes.

## Taille des Bureaux : une légère hausse et une ouverture contenue

Entre le stade de la création et l'état des lieux en juillet 2025, le nombre total de membres dans les bureaux des CPTS du Grand Est passe de 361 à 384 (+6.4%).

Le nombre moyen de **membres** d'un Bureau passe de 6,29 à 6,77 (+0,48 membre).

Dans les CPTS ayant renouvelé leur Bureau depuis leur création, l'élargissement est plus visible : le total des membres passe de 217 à 245 (+12,9 %), et le nombre moyen de membres d'un Bureau passe de 5,93 à 7,21 (+1,28 membre).

Ces évolutions indiquent un élargissement maîtrisé qui n'alourdit pas excessivement les instances.



# **Evolution de la composition des Bureaux :** une diversification nette des profils

### Deux tendances se dégagent :

- La présence des médecins généralistes reste stable.
- La représentation d'autres professions progresse.
  - Le nombre d'infirmier (ères) s passe de 88 à 93.
  - Les masseurs-kinésithérapeutes restent stables entre 29 et 30.
  - Les pharmacien(ne)s passent de 54 à 51, ce qui traduit une légère baisse mais une présence encore forte.
  - Les plus grosses progressions sont celles des sages-femmes et des orthophonistes, qui passent respectivement de 8 à 17 et de 9 à 15.
  - Le Des psychologues et des diététicien(ne)s apparaissent dans plusieurs Bureaux.

### Une vraie nouveauté

- La place croissante du **medico-social** dans une organisation qui se voulait initialement libérale.
- Les représentant(e)s d'établissements comme les hôpitaux, SSIAD, les HAD ou les EHPAD passent de 6 à 13.
- L Les représentant(e)s d'usagers d'associations passent de 9 à 16. Les élu(e)s locaux passent de 3 à 4.
- Les médecins spécialistes restent stables à 13, ce qui confirme une présence minoritaire.

À la création de la CPTS, la part totale des médecins dans le Bureau suit une tendance à la baisse : elle passe de 46 % en 2018 à 27 % en 2024. On observe un niveau plancher à 20 % pour certaines créations récentes.

La gouvernance se construit donc plus souvent sur une base pluriprofessionnelle dès l'amorçage.





# Répartition des responsabilités : une présidence essentiellement médicale et un partage accru des autres fonctions

- L Les médecins généralistes conservent présidence. Ils représentent 76 % à la création et restent 72 % en 2025.
- L Les **médecins spécialistes** y sont peu présents, avec 5 % à la création et 3 % en 2025.
- La vice-présidence se diversifie.
  - La part des médecins généralistes passe de 36 % à 28 %.
  - Les infirmier(ère)s atteignent 22 %.
  - Les **pharmacien(ne)s** atteignent 15 %.
  - D'autres paramédicaux accèdent également à cette fonction.
- Les postes de **trésorier(ère)** et de **secrétaire** sont majoritairement tenus par des paramédicaux, infirmier(ère)s, notamment des des pharmacien(ne)s et des orthophonistes.

### L'effet du renouvellement de Bureau accentue ces mouvements.

- La part des présidences et co-présidences assurées par des médecins passe de 91 % avant renouvellement à 79 % après renouvellement.
- La vice-présidence assurée par des médecins passe de 40 % à 29 %.
- Les fonctions de **secrétariat** assurées par des médecins passent de 22 % à 15 %.
- La **trésorerie** assurée par des médecins se situe autour de 22 % à 24 %.
- La **généralisation** des co-présidences médicoparamédicales conduit à une répartition plus horizontale des responsabilités.



# Évolutions selon la taille des CPTS : des modèles différenciés

Il ne s'agit pas d'une règle absolue, mais les CPTS de tailles 1 et 2 sont le plus souvent implantées dans des territoires ruraux ou semi-ruraux. Les CPTS de tailles 3 et 4 correspondent plus fréquemment à des territoires urbains. Ces profils influencent la composition des Bureaux et la distribution des fonctions, pour lesquelles des tendances se dégagent.

#### TAILLE 1



- Les Bureaux restent compacts et pilotés. par des médecins.
- L'ouverture demeure mesurée.

À l'échelle régionale, le nombre total de membres passe de 100 à 107, soit +7%Dans les CPTS ayant renouvelé leur Bureau, le total des membres passe de 56 à 66, soit +18%

Les infirmier(ères)s deviennent la profession la plus représentée au sein des Bureaux, leur effectif évoluant de 13 à 18.

Les médecins généralistes restent investis, leur nombre passant de 16 à 17.

Contrairement aux autres taille de CPTS, la part des médecins généralistes aux viceprésidences progresse, elle passe de 38 % à 45 %.

La féminisation des postes s'accentue, allant de la parité pour la présidence à 88% de **femmes** au poste de secrétaire.



Les Bureaux des CPTS de taille 2 grandissent et gagnent en diversité : 136 membres en 2025 contre 122 à la création, soit +11%

La présence médicale reste stable en proportion : les médecins représentent 31,1 % au départ (38/122) puis **31,6** % (43/136).

Les infirmier(ère)s restent nombreux(ses) (24 puis 23) mais reculent en proportion, du fait d'un Bureau plus large.

Les kinésithérapeutes renforcent leur place (8,2 % à 8,8 %) et les pharmacien(ne)s la consolident (19,7 % à 18,4 %).

Les professions de sages-femmes et d'orthophonistes s'installent davantage (chacune à 4,4 % en 2025).

Les représentant(e)s d'usagers/associations (de 4 à 6 membres) et des établissements (de 1 à 2 membres) renforcent leur position, tandis que le nombre de professionnel(le)s de santé hospitalier(ères)s et d'élu(e)s de collectivités se contractent.

La **féminisation** des Bureaux progresse. Elle est plus visible en vice-présidence et au secrétariat, s'installe en trésorerie et évolue plus graduellement en présidence.



La gouvernance renforce significativement son côté pluriprofessionnel.

La part des médecins généralistes à la présidence et à la co-présidence recule légèrement, de 67 % à 63 %.

La part des **infirmier(ère)s** progresse fortement, de **5** % **à 21** %.

Les pharmacien(ne)s et les médecins spécialistes reculent, passant de 17 % à 11 % et de 11 % à 5 %.

La composition des Bureaux s'ouvre. Le nombre total de membres passe de 99 à 108. Les CPTS ouvrent d'avantage leurs portes aux représentant(e)s des usagers : ils doublent leur nombre et de 4 à 8.

Le total de **membres** dans les Bureaux progresse jusqu'à **108 membres**.

Les infirmier(e)s passent à 19 membres dans les Bureaux et deviennent la profession la plus représentée, devant les médecins généralistes qui voient, eux, leur effectif baisser de 19 à 15.



Les transformations sont les plus marquées après renouvellement du Bureau.

L'effectif moyen d'un Bureau passe de 16 à 24, soit +50%

diversification est prononcée. Des représentant(e)s d'usagers, représentant(e)s d'établissements entrent au Bureau ainsi que des élu(e)s de collectivités, pour un total de 11 membres.

Le nombre de médecins généralistes augmente en valeur, de 7 à 15.

Le paysage devient plus hétérogène. Des configurations atypiques apparaissent, comme un Bureau collégial, qui peut réduire la lisibilité des rôles. Aux viceprésidences, le recul de la présence médicale peut être très net. Dans certains cas, la répartition se fait à parts égales entre un orthophoniste, un(e) infirmier(ère), un(e) pharmacien(ne) et un(e) représentant(e) d'établissement, sans médecin.

Sur la trésorerie, les profils non médicaux, par exemple le transport ou la diététique, et certains spécialistes sont fréquents.

La parité y reste à construire.



### Effet taille : ce que l'on peut en conclure

- ▶ Les Bureaux s'élargissent et se diversifient à mesure que la taille de la CPTS augmente.
- Le partage des responsabilités se renforce, avec une réallocation des viceprésidences et des secrétariats vers les paramédicaux et parfois vers des acteurs non médicaux.
  - Les petites CPTS conservent un pilotage médical très visible et une ouverture graduelle.
- L Les grandes CPTS tendent vers des gouvernances plus collégiales, avec davantage d'usagers et d'établissements.

Cette évolution reflète souvent la complexité accrue des territoires urbains. Elle n'est cependant pas universelle. Certaines CPTS urbaines maintiennent une présence médicale forte.

La présidence progresse lentement vers la parité.



- La part des **femmes** passe de 33 % à la création à 36 % en 2025.
- La **vice-présidence** bascule progressivement au féminin, la part des femmes passant de 49 % à 54 %.
- Les postes de **trésorier(ère)** approchent la parité, la part des femmes passant de 43 % à 51 %.
- Le **secrétariat** se féminise très fortement.
- Hormis la présidence, la place des femmes devient majoritaire.

### CHIFFRES CLÉS



de femmes en viceprésidence





#### Les données objectivent une ouverture maîtrisée des gouvernances.

Les Bureaux s'étoffent légèrement et se diversifient, notamment avec des paramédicaux, des usagers et des acteurs du médico-social. La centralité médicale se maintient surtout à la présidence. La redistribution des rôles est nette pour les fonctions de vice-présidence, de trésorerie et de secrétariat, désormais davantage assumées par des paramédicaux et par des pharmaciens. La féminisation progresse dans les responsabilités de soutien. Ces tendances s'accentuent après renouvellement, avec plus de membres et des coprésidences plus fréquentes. La voix médicale peut se trouver diluée en proportion sans disparaître.

# Conclusion: une gouvernance en mutation, une place médicale à consolider

- L'analyse des données recueillies met en évidence une transformation progressive mais nette des gouvernances de CPTS entre leur création et juillet 2025.
- Les Bureaux s'élargissent et se diversifient, avec une montée des professions paramédicales et de nouveaux acteurs du territoire.

La part des médecins dans les Bureaux lors de la création de la CPTS recule de 46 % en 2018 à 27 % en 2024.

La présidence reste majoritairement médicale et mais moins exclusive (médecins masculine généralistes 76 % à la création contre 72 % en 2025).

Dans les CPTS qui ont renouvelé leur Bureau :

- La part des présidences ou co-présidences assurées par des médecins passe de 91 % à 79 %
- Les vice-présidences médicales reculent de 40 % à 29 %
- Les secrétariats tenus par des médecins de 22 % à 15 %.
- Parallèlement. féminisation la progresse, notamment au **secrétariat** (jusqu'à 81 % de femmes) et à la trésorerie (51 %) et s'affirme en vice-présidence (54 %).

CHIFFRES CLÉS -41% La part des médecins dans les bureaux -13% La part des présidences ou co-présidences assurées par des médecins

### Les effets de taille font apparaître des profils distincts.

- ▶ Les CPTS de petite taille, plus souvent rurales ou semi-rurales, conservent un pilotage médical très visible, avec une ouverture mesurée.
- ▶ Les CPTS plus grandes, plus fréquemment urbaines, évoluent vers des configurations plus collégiales et interprofessionnelles, intégrant davantage d'usagers et d'établissements, avec des co-présidences médico-paramédicales plus fréquentes.

Ces tendances ne constituent pas une règle absolue mais traduisent une adaptation aux contextes et à la maturité des structures.

Globalement, la gouvernance des CPTS se professionnalise et s'élargit, ce qui peut améliorer la coordination territoriale, tout en posant un enjeu de lisibilité des rôles et de cohérence médicale. L'enjeu n'est pas seulement de maintenir des médecins à la tête des structures, mais de garantir de la part des CPTS, des arbitrages stratégiques, en cohérence avec la responsabilité clinique et l'organisation des parcours.

L'évolution de la place des médecins au sein des gouvernances de ces structures de coordination territoriale de la médecine de ville amène à se questionner :

#### 01Cohérence des décisions médicales

Comment sécuriser la légitimité et l'expertise médicale des décisions dans des gouvernances plus partagées ?

#### Répartition élus/salariés 02

Dans des équipes de dirigeants bénévoles de plus en plus larges et connaissant des renouvellements réguliers, comment veiller à une articulation claire et stable avec les coordinateur(ice)s et directeur(ices)s salarié(e)s?

#### 03 Place des usagers et du médico-social

Comment structurer leur contribution pour renforcer la pertinence des actions sans diluer la représentativité de la médecine de ville ?

#### 04 Effet taille et maturité

Existe-t-il un modèle optimal de gouvernance, adapté à la taille et à la typologie du territoire et quels outils de gouvernance (référents d'actions, lettres de mission, comités dédiés, indicateurs de pilotage internes,...) permettent de l'appliquer sans perdre en efficacité ? L'observation des évolutions des CPTS et de leur dynamisme dans le temps permettra d'y répondre.

Ces questions offrent une feuille de route pour consolider la place médicale tout en poursuivant l'ouverture interprofessionnelle, condition d'une gouvernance territoriale à l'image des territoires : légitime et efficace.





## **CONTACTS:**

Responsable Commission Vice-Président URPS ML Grand Est

## **Dr Xavier GRANG**

Chargé de Mission CPTS

## **Johan PASCAL**

**06 79 61 2 08** j.pascal@urpsmlgrandest.fr

**Contact Presse** 

## **Cécile ROLLIN**

06 32 00 95 70 c.rollin@urpsmlgrandest.fr

